

# Remaniement : la fonction publique dans une drôle d'attente

*Bastien Scordia*

Avis de disparition dans l'antichambre de l'exécutif. Depuis l'annonce, le 11 janvier, de la composition du gouvernement Attal et dans l'attente d'une deuxième vague imminente de nominations de ministres, le flou demeure quant à l'avenir du portefeuille de la Fonction publique. Une fonction publique qui, pour l'heure, a perdu son ministère de plein exercice dans le gouvernement resserré de Gabriel Attal, au grand dam, notamment, des syndicats.

Le ministre sortant, Stanislas Guerini, en tout cas, s'active toujours auprès de l'Élysée et de Matignon pour récupérer un ministère à part entière. C'est d'ailleurs l'une de ses exigences pour rempiler au sein de l'équipe gouvernementale puisqu'il a refusé de poursuivre sa mission avec le titre de ministre délégué à la Fonction publique. Preuve de son "lobbying" : Stanislas Guerini continue à se présenter comme "ministre de la Transformation et de la Fonction publiques" dans sa biographie sur X (ex-Twitter) alors même qu'il est réputé avoir cessé ces fonctions depuis la démission du gouvernement d'Élisabeth Borne.

Privé de vœux à la presse et de déplacements lui permettant de réaliser un service après-vente des propos présidentiels du 16 janvier en faveur de la rémunération au mérite – propos qu'il a retweetés –, l'ex ministre fait acte de silence. Tout juste a-t-il participé aux vœux du maire du 17<sup>e</sup> arrondissement de Paris, son fief électoral.

## **Arbitrages imminents**

Le 15 janvier, Emmanuel Macron s'est fendu d'un "petit message" à l'occasion d'un discours devant ses troupes réunies à l'Élysée, en annonçant vouloir reconduire Stanislas Guerini à la Fonction publique pour qu'il porte "sa" réforme... mais sans dire pour autant si ce macroniste de la première heure garderait le titre de ministre de plein exercice comme il le souhaite.

Alors, doit-on voir dans les propos du chef de l'État une marque de confiance à l'égard de Stanislas Guerini et la volonté présidentielle qu'il continue à disposer d'un ministère de plein exercice ? Ou alors cette déclaration d'Emmanuel Macron doit-elle être interprétée comme un coup de pression pour que Stanislas Guerini reste à son poste, même avec un titre de ministre délégué ? Mais auprès de qui dans ce cas ? L'absence de Stanislas Guerini est-elle simplement la résultante d'une réduction de la voilure gouvernementale ou est-elle le signe d'un malaise plus profond ? En coulisses, les interrogations et interprétations battent leur plein.

Les arbitrages devraient être rendus dans les prochaines heures ou les prochains jours. En

attendant, cette situation baroque affaiblit Stanislas Guerini, ancien patron du parti présidentiel qui, s'il venait à être reconduit au sein du gouvernement Attal, devrait porter, avec la réforme de la fonction publique annoncée, un texte clivant auprès d'une majorité déjà divisée par le projet de loi sur l'immigration voté en décembre.

### **Fin de contrats pour les collaborateurs du cabinet**

D'ici là dans l'expectative, la “machine administrative” et la fonction publique se trouvent plongées dans une drôle d'attente.

Comme pour les autres ministres et secrétaires d'État sortants, les collaborateurs de cabinet de Stanislas Guerini se retrouvent à la case “chômage” puisqu'ils se sont vu notifier la fin de leur contrat à la suite de la démission du gouvernement Borne. Sans mandat officiel donc, l'Hôtel de Rothelin-Charolais – siège jusqu'à nouvel ordre du ministère de la Fonction publique – ne peut plus non plus prendre de décisions ou rendre d'arbitrages, à l'égard notamment de la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP). Celle-ci continue malgré tout à travailler – sur des sujets aussi divers que la couverture prévoyance ou le logement des agents publics – dans l'attente de la nomination de son nouveau ministre de tutelle.